

Unité départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 30 mai 2022

Nos réf. : SAU/EC/NS n° 22-207

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOUFFLET Nogent sur Seine Gare

Avenue Beauregard
10400 NOGENT-SUR-SEINE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 avril 2022 dans l'établissement SOUFFLET Nogent-sur-Seine Gare implanté 10400 NOGENT-SUR-SEINE. L'inspection a été annoncée le 22/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 19 avril 2022 a été réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOUFFLET Nogent-sur-Seine Gare
- 10400 NOGENT-SUR-SEINE
- Code AIOT dans GUN : 0005702033
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Historiquement, ce site est un site soumis à autorisation au regard de son activité de silos, de stockage d'engrais et de produits phytopharmaceutiques. Ce site est classé "silo à enjeux très importants" (SETI) de par sa proximité de la voie ferrée et avec la gare de Nogent-sur-seine. Toutefois, la réglementation relative aux silos a évolué et la société SOUFFLET a réparti les différentes activités (engrais et produits phytopharmaceutiques) sur d'autres sites. A ce jour, une activité de fabrication d'alimentation animale a été développée sur le site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Evolution de la réglementation relative aux entrepôts

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Mme la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Mme la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Mme la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Documents à disposition des services d'incendie et de secours	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 3.5 de l'annexe II	/	Mise en demeure, respect de prescription
Installations électriques et équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 15 de l'annexe II	/	Mise en demeure, respect de prescription
Surveillance et contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 25 de l'annexe II	/	Mise en demeure, respect de prescription
Rétention associée aux GRV contenant de l'huile végétale	Arrêté Préfectoral du 25/08/1993, article 4.4.3 c)	/	Mise en demeure, respect de prescription
Modifications du site	Code de l'environnement, article L. 181-14	/	Mise en demeure, dépôt de dossier

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 1.4 de l'annexe II	/	Sans objet
Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 8 de l'annexe II	/	Sans objet
Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 9 de l'annexe II	/	Sans objet
Stockage de matières susceptibles de créer une pollution	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 10 de l'annexe II	/	Sans objet
Evacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 14 de l'annexe II	/	Sans objet
Nettoyage des locaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 19 de l'annexe II	/	Sans objet
Rubrique 2710 "Collecte PPNU"	Décret du 20/03/2012, article n°2012-384	/	Sans objet
Antériorité SEVESO3	Décret du 03/03/2014, article n°2014-235	/	Sans objet
Rubrique 1510 "Entrepôt"	Décret du 24/09/2020, article n°2020-1169	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rubrique 2160 "Silos..."	Décret du 26/11/2012, article n°2012-1304	/	Sans objet
Rubrique 3642 "fabrication d'aliments pour animaux"	Code de l'environnement du 04/12/2021, Colonne A de l'annexe à l'article R.511-9	/	Sans objet
Rubrique 2260 "Mélange et assemblage de substances végétales"	Code de l'environnement du 04/12/2021, Colonne A de l'annexe à l'article R.511-9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de faire le point sur la situation administrative du site. Elle a également mis en exergue de nouvelles obligations applicables à l'installation de stockage auparavant non-classée, mais dorénavant imposées par l'évolution de la réglementation relative aux entrepôts.

Il apparaît en outre que des modifications du site n'ont pas été portées à la connaissance de Mme la Préfète avant leur réalisation. Un arrêté préfectoral complémentaire sera proposé, après instruction du porter-à-connaissance régularisant les différentes modifications, pour entériner les différentes demandes d'antériorité de ce site et prescrire, le cas échéant, les prescriptions complémentaires nécessaires.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 1.4.de l'annexe II
Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks
Prescription contrôlée : II. Dispositions applicables aux installations à déclaration : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : L'état des stocks des produits phytopharmaceutique et des engrais détaillé est présenté. Le stock de l'ensemble des produits combustibles s'élève à 417 t ce jour. L'ensemble des fiches de données sécurité sont accessibles à distance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Documents à disposition des services d'incendie et de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 3.5. de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : <ul style="list-style-type: none">- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ; Ces documents sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de cette annexe.
Constats : Le plan des locaux est présenté. Il comporte les symboles des risques particuliers à chaque espace et l'emplacement des moyens de protection incendie. L'inspection des installations classées constate l'absence de consignes écrites relatives à l'accès des secours. L'exploitant devra transmettre copie de ces consignes à l'inspection des installations classées sous 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 8 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines. Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.
Constats : Il a été constaté la présence d'une palette de charbon de bois dans la cellule dédiée aux engrais ensachés. L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant qu'afin de diminuer les risques lors d'un incendie, les engrais ne doivent pas être stockés à proximité de combustibles. L'exploitant a aussitôt transféré la palette de charbon de bois vers un emplacement approprié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 9 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m ² ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum. La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L. - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.
Constats : L'entrepôt ne dispose pas de système d'extinction automatique. Le stockage est majoritairement réalisé en racks. Les matières stockées en masse forment des îlots de petites dimensions (1 palette en hauteur, surface de l'ordre de quelques dizaines de m ²). La hauteur des matières dangereuses liquides est inférieure à 5 mètres par rapport au sol intérieur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Nettoyage des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 19 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : Sans observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage de matières susceptibles de créer une pollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 10 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cet alinéa ne s'applique pas aux stockages de substances et mélanges liquides visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4755, 4748, ou 4510 ou 4511 pour le pétrole brut. Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention. Ce point ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme déchets.
Constats : L'ensemble de l'entrepôt est conçu avec une rétention intégrée. Chaque pas de porte dispose d'un seuil d'une hauteur d'environ 20 cm. (Historiquement, ce bâtiment était dédié au stockage de produits phytopharmaceutiques contenant une quantité importante de produits liquides.). Selon l'exploitant, les produits liquides stockés in situ sont compatibles entre eux et peuvent être stockés sous une rétention unique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Evacuation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 14 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.
Constats : L'exercice d'évacuation a été réalisé le 15 avril 2022. Le compte-rendu a été présenté. L'alarme ne concerne que la partie 'entrepôt' du site. Le site compte 10 salariés. Sur la partie où l'alarme n'est pas audible, le responsable contacte chacun des salariés par téléphone. L'exploitant reconnaît que le dernier exercice datait de plusieurs années. L'inspection des installations classées rappelle l'importance d'un tel exercice afin d'acquérir des réflexes en cas de sinistre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques et équipements métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, alinéa 1 du point 15 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : Le rapport Q18 du 24 février 2022, établi par DEKRA, est présenté. Il liste le bilan des vérifications réalisées du 7 au 10 février 2022. 8 non-conformités apparaissent, dont 1 majeure. L'électricien du groupe a attesté par mail du 15 avril 2022 des actions réalisées pour un retour à la conformité : 7 ont été solutionnées dont la non-conformité majeure identifiée. Il a également indiqué que la non-conformité mineure n°5 (absence de liaison équipotentielle de la charpente métallique) devait être réalisée par une entreprise extérieure. Par courriel du 4 mai 2022, l'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées que l'entreprise extérieure interviendrait d'ici le 30 juin 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Surveillance et contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 25 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Sûreté
Prescription contrôlée : En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1 ^{er} janvier 2021.
Constats : L'entrepôt dispose d'une alarme anti-intrusion et incendie, avec report d'information au responsable de site. Il dispose également d'une vidéo-surveillance, non accessible à distance. Toutefois aucune surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, n'est mise en place. Par courriel du 4 mai 2022, l'exploitant s'engage à contractualiser une prestation d'intervention avec un gardien qui réalisera une ronde sur site en cas d'alerte, puis préviendra le responsable du site en cas de problème avéré pour faciliter l'intervention des services de secours. Le délai de mise en place de cette action n'est pas précisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Rétention associée aux GRV contenant de l'huile végétale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/1993, article 4.4.3 c)

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

Les stockages de produits qui, en raison de leurs caractéristiques et des quantités mises en oeuvre, sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct, seront équipés de capacités de rétention étanches permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement. Ces dispositions sont applicables aussi bien aux produits liquides qu'aux produits solides contenus dans des emballages non étanches qui pourraient être dissous ou lessivés par les services de lutte contre l'incendie lors d'un sinistre.

Le volume utile des capacités de rétention associées aux stockages de produits liquides devra être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les capacités de rétention ne comporteront aucun moyen de vidange par simple gravité dans l'égout ou le milieu récepteur. Dans le cas contraire, elles seront munies de vannes maintenues fermées et dont la clé sera confiée à un responsable désigné par l'exploitant.

Constats : Il a été constaté, dans la cour intérieure du site, le stockage de nombreux conteneurs (GRV) dédiés au stockage d'huile de colza, utilisée pour la fabrication d'alimentation animale. 10 conteneurs de 1 000 L sont pleins, une trentaine est vide. Ce qui peut représenter potentiellement jusqu'à 40 000 L d'huile sur site, sans rétention associée.

L'exploitant explique qu'il est livré par une citerne qui remplit les conteneurs vides. Il a justifié de l'absence de rétention car, selon lui, l'huile végétale « n'est pas un produit dangereux ».

L'inspection des installations classées a rappelé que tout produit liquide, hormis l'eau, peut avoir des effets sur l'environnement et qu'il convient de le stocker dans des conditions idoines.

Par courriel du 4 mai 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la fiche de données de sécurité (FDS) de l'huile présente sur site. Le produit n'entre pas dans les critères de classement des rubriques ICPE. L'exploitant a précisé travailler actuellement à la mise en place de mesures organisationnelles avec son fournisseur afin de limiter la quantité d'huile présente sur le site, avec plusieurs possibilités technico-économiques pour mettre le stockage d'huile nécessaire à sa production sur rétention, dont notamment la mise en place de 2 cuves de stockage double peau directement relié à la mélangeuse.

L'inspection des installations classées note la présence d'un rû à environ 60 m des conteneurs et la présence de la nappe à faible profondeur au droit du site ; c'est-à-dire un risque accru de pollution de la nappe en cas de sinistre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Rubrique 2710 "Collecte PPNU"

Référence réglementaire : Décret du 20/03/2012, article n° 2012-384
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE
Prescription contrôlée : 2710. Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 (Rubrique modifiée par le Décret n° 2006-646 du 31 mai 2006, le Décret n° 2012-384 du 20 mars 2012 et le Décret n° 2018-458 du 6 juin 2018) 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 300 m ³ (E) b) Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³ (DC)
Constats : Suite à la parution du décret n° 2012-384 du 20 mars 2012, la désignation de la rubrique 2710 relative aux installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719, a été modifiée. Cette activité de collecte pour un volume maximal de 299 m ³ concerne principalement les produits phytosanitaires non utilisés (PPNU). Par courrier du 15 mars 2013, l'exploitant a demandé à Mme la Préfète de bénéficier du principe des droits acquis conformément à l'article L. 513-1 du code de l'environnement. L'inspection des installations classées propose de prendre un arrêté préfectoral complémentaire, modifiant le classement au titre de la nomenclature des installations classées pour l'environnement (ICPE) à l'article 2.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 10-0786 du 26 mars 2010, pour tracer cette antériorité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Antériorité SEVESO3

Référence réglementaire : Décret du 03/03/2014, article n° 2014-235
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE
Prescription contrôlée : Les rubriques 1111, 1131, 1172, 1173, 1331-II, 1331-III, 1432 ont été remplacées par les rubriques 4130, 4140, 4510, 4511, 4702, 4734, 4331 et 1436.
Constats : Suite à la parution du décret n° 2014-235 du 3 mars 2014, la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement a été modifiée pour être en adéquation avec le règlement CLP (classification, étiquetage et emballage des substances chimiques et des mélanges). Ce décret a ainsi introduit les rubriques 4xxx en prenant en compte les dispositions de la directive SEVESO 3 et les mentions de dangers applicables au regard du règlement CLP. Par courrier du 26 février 2016, l'exploitant a demandé à Mme la Préfète de bénéficier du principe des droits acquis conformément à l'article L. 513-1 du code de l'environnement. L'inspection des installations classées propose de prendre un arrêté préfectoral complémentaire, modifiant le classement au titre de la nomenclature des installations classées pour l'environnement (ICPE) à l'article 2.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire n°10-0786 du 26 mars 2010, pour tracer cette antériorité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rubrique 1510 "Entrepôt"

Référence réglementaire : Décret du 24/09/2020, article n° 2020-1169
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE
Prescription contrôlée : 1510. Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : a) Supérieur ou égal à 900 000 m ³ (A-1) b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ (E) c) Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ (DC)
Constats : Suite à la parution du décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020, la désignation de la rubrique 1510 relative aux entrepôts a été modifiée. Par courrier du 20 décembre 2021, l'exploitant a demandé à Mme la Préfète de bénéficier du principe des droits acquis conformément à l'article L. 513-1 du code de l'environnement. L'inspection des installations classées propose de prendre un arrêté préfectoral complémentaire, modifiant le classement au titre de la nomenclature des installations classées pour l'environnement (ICPE) à l'article 2.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 10-0786 du 26 mars 2010, pour tracer cette antériorité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rubrique 2160 "Silos..."

Référence réglementaire : Décret du 26/11/2012, article n° 2012-1304
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE
Prescription contrôlée : 2160. Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532. (Rubrique modifiée par les décrets n° 99-1220 du 28 décembre 1999, n° 2006-678 du 8 juin 2006, n° 2009-841 du 8 juillet 2009 et n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 et Décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020, article 1 ^{er} et annexe I) 1. Silos plats : a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ³ (E) b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5000 m ³ , mais inférieur ou égal à 15 000 m ³ (DC) 2. Autres installations : a) Si le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m ³ (A-3) b) Si le volume total des stockages est supérieur à 5 000 m ³ mais inférieur ou égal à 15 000 m ³ (DC)
Constats : Ce silo se compose d'un silo plat de 30 000 m ³ et de 3 silos verticaux représentant 7 055 m ³ dont l'exploitation est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°93-2788A du 25 août 1993, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 11 janvier 2007 et du 26 mars 2010. Or la modification de la nomenclature des installations classées en date du 26 novembre 2012 a engendré une modification du régime ICPE. A ce jour, le silo plat est classé sous le régime de l'enregistrement (E) au titre de la rubrique 2160-2 et les silos verticaux sont classés à déclaration avec contrôle (DC) au titre de la rubrique 2160-1. Néanmoins, les volumes indiqués lors de la visite ne sont pas en cohérence avec les volumes connus jusqu'alors par l'Administration ; à savoir le silo n°1 pour 1 273 m ³ , le silo n°2 pour 2 949 m ³ , le silo n°3 pour 5 724 m ³ (soit un total de 9 946 m ³ pour les 3 silos verticaux) et le silo plat n° 4 pour 40 214 m ³ . De même, il a été constaté le stockage des aliments (en vrac, en boisseau) dans des cases dont les volumes ne sont pas identifiés dans la rubrique 2160. Selon l'exploitant, ces différences de volumes n'impactent pas la situation administrative de l'installation. L'exploitant devra néanmoins justifier des volumes exacts des différents silos. A réception de ces éléments, l'inspection des installations classées pourra être amenée à proposer un arrêté préfectoral complémentaire, modifiant le classement au titre de la nomenclature des installations classées pour l'environnement (ICPE) à l'article 2.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire n°10-0786 du 26 mars 2010, pour acter le changement de régime.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rubrique 2260 "Mélange et assemblage de substances végétales"

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/12/2021, article Colonne A de l'annexe à l'article R.511-9

Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE

Prescription contrôlée :

2260. Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 21xx, 22xx, 23xx, 24xx, 27xx, 3610, 3620, 3642 ou 3660.

(Rubrique modifiée par les Décrets n° 2005-989 du 10 août 2005, n° 2009-841 du 8 juillet 2009, n° 2017-1595 du 21 novembre 2017, n° 2018-900 du 22 octobre 2018 et n° 2019-1096 du 28 octobre 2019)

1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :

- a) Supérieure à 500 kW (E)
- b) Supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW (DC)

Constats : Par courrier du 27 septembre 2010, l'exploitant a porté à la connaissance de Mme la Préfète des évolutions de leur activité notamment par la mise en place d'une ligne d'ensachage. Cette modification portait la puissance installée à 45 kW.

Toutefois, lors de la visite d'inspection du 19 avril 2022, il a été constaté la création d'une activité de fabrication d'alimentation animale par assemblage, mélange et ensachage.

Au titre de la rubrique 2260, il a été constaté la mise en place d'une seconde ligne d'ensachage (puissance inconnue lors de la visite) et d'une mélangeuse d'une puissance de 34 kW.

L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de faire un point sur cette nouvelle activité et de vérifier son classement au titre de cette rubrique.

Par courriel du 4 mai 2022, l'exploitant a confirmé la présence des installations suivantes :

- Silo 1 : 10kW (nettoyeur + épointeur)
- Ensachage : 1^{ère} installation déjà mentionnée dans l'AP + une installation de plus petite taille non-mentionnée actuellement dans l'AP) : 10 kW + 1.54 kW
- Mélangeuse aliment (non mentionnée dans l'AP et identifiée le jour de l'inspection) : 34 kW

Soit une puissance installée totale pour cette rubrique de 55,54 kW.

Par conséquent, cette activité reste non classée au titre de la rubrique 2260-1.

Concernant les équipements présents dans les silos 3 et 4 (25 kW), actuellement mentionnés sous la rubrique 2260 de l'AP, ils sont connexes à l'activité silo et, de ce fait, régis par l'arrêté ministériel de la rubrique 2160 relative aux silos.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rubrique 3642 "Fabrication d'aliments pour animaux"

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/12/2021, article Colonne A de l'annexe à l'article R.511-9

Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE

Prescription contrôlée :

3642. Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux

(Rubrique créée par le Décret n° 2012-384 du 20 mars 2012 et modifiée par le Décret n° 2014-996 du 2 septembre 2014 et le Décret n° 2019-1096 du 28 octobre 2019)

2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production :

a) Supérieure à 300 t de produits finis par jour (A-3)

Constats : Lors de la visite d'inspection du 19 avril 2022, il a été constaté la création d'une activité de fabrication d'alimentation animale par assemblage, mélange et ensachage.

L'exploitant a déclaré produire environ 10 000 t d'aliments par an, soit environ 30 t/jour.

Par conséquent, cette activité n'est pas classée au titre de la rubrique 3642 relative au traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Modifications du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article L. 181-14
Thème(s) : Situation administrative, Modifications
Prescription contrôlée : Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.
Constats : Au regard de l'installation de la mélangeuse, de la seconde ligne d'ensilage, de la présence importante d'huile végétale, de différences de volumes relatifs aux silos, il apparaît que des modifications ont été portées au site sans information préalable de l'administration. En effet, le dernier porter-à-connaissance date de 2008. Il concernait la modification des quantités d'engrais et de produits phytopharmaceutiques présents sur le site. Les prescriptions complémentaires encadrant ces modifications avaient alors été actées dans l'arrêté préfectoral complémentaire n° 10-0786 du 26 mars 2010. Depuis cette date, aucune information n'est parvenue à l'Administration. Pour rappel, ce site est classé "site à enjeux très importants" (SETI) en raison de la proximité des habitations environnantes, de la gare et de la ligne SNCF Paris-Bâle. Ainsi la présence d'huile végétale à proximité de la mélangeuse peut, en cas d'incendie, aggraver l'intensité des flux thermiques afférents ; et ce d'autant plus, qu'on note également à proximité le stockage de carburant, du stock d'aliments en vrac dans des bâtiments non prévus à cet effet et des engrais. Par conséquent, l'inspection des installations classées propose de mettre l'exploitant en demeure de transmettre à Mme la Préfète sous 2 mois de régulariser ses installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier